

Aignan rejette le classement d'office de l'église

Le conseil municipal attend la proposition d'un périmètre de protection « adapté »

Réuni le 12 novembre, le conseil municipal d'Aignan a rejeté à l'unanimité le classement d'office de l'église Saint-Saturnin « en totalité », effectué cet été par la Drac (Direction régionale des affaires culturelles).

Philippe Baratault, maire d'Aignan fait l'historique de ce classement. En 2013, le conseil municipal avait déjà rejeté ce classement. La raison ? Le classement implique un périmètre de protection de 500 m de rayon autour du monument classé (1). Or, depuis 2000, le périmètre peut être « adapté » ou « modifié » sur proposition de l'architecte des bâtiments de France, en accord avec la commune. À l'époque, l'architecte des bâtiments de France s'était montré ouvert à une adaptation du périmètre de protection. Mais la commune n'a eu aucune autre nouvelle de l'architecte des bâtiments de France et voilà qu'arrive cette décision de classement d'office.

Le conseil municipal est décidé à s'opposer au classement tant que la discussion n'aura pas abouti à un périmètre adapté.

Par ailleurs, Philippe Baratault et Valérie Pesquidoux, conseillère municipale d'opposition, font remarquer qu'une autre église de la commune, celle du hameau de Fromentas, est classée et c'est la seule église classée du Gers à être fermée.

(1) La loi du 25 février 1943 instaure l'avis de l'architecte des bâtiments de France sur toute demande d'autorisation de travaux à l'intérieur d'un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques, qu'ils soient classés ou inscrits.

Protéger la relation entre un édifice et son environnement consiste, selon les cas, à veiller à la qualité des interventions sur le bâti (façades, toitures, matériaux), et sur les espaces publics (traitement des sols, mobilier urbain, éclairage), voire à prohiber toute construction nouvelle aux abords du monument (E:\Mes documents\Divers\Les abords de MH.pdf).



Valérie Pesquidoux et Chantal Sarniguet, conseillères municipales